

*L'Adresse—M. Pinard*

collègues et je pense bien de la totalité de ses collègues. Ma réponse a été à l'effet que, bien sûr, notre mandat est pratiquement double au cours des prochains jours et des prochaines semaines. Double en ce sens que nous avons d'abord le mandat et le devoir de gouverner ce pays et qu'en même temps nous avons aussi l'obligation de nous impliquer pour aider nos frères et nos sœurs du Québec qui ne veulent pas abandonner le Canada et qui veulent se battre pour l'érection d'un Canada uni et vigoureux. Et c'est dans ce contexte que je dus lui répondre que je devais pour cela travailler en collaboration avec l'opposition officielle et le nouveau parti démocratique et que je devais compter sur leur collaboration.

● (1540)

Et c'est sur cet aspect, au début de mon intervention, que j'aimerais insister, monsieur le Président, c'est que tous les députés à la Chambre, bien sûr, désirent que le non l'emporte dans le référendum qui doit se tenir le 20 mai prochain, et que tous les députés de la Chambre, bien sûr, veulent contribuer d'une façon directe ou indirecte à cette victoire pour le Canada. Et je dirai respectueusement qu'une façon de contribuer, même si elle est indirecte, serait celle de permettre que les travaux de la Chambre pour les semaines à venir, et cela pourrait servir d'exemple pour l'avenir, se déroulent dans la plus parfaite harmonie entre tous les partis, sans nier pour autant le droit et le privilège des partis d'opposition de critiquer de façon complète mais non dilatoire les mesures gouvernementales.

J'en appelle aujourd'hui au sens des responsabilités des partis de l'opposition pour nous permettre à nous et à tous ceux à la Chambre qui le désirent de pouvoir, d'une façon rationnelle, au cours des prochaines semaines, organiser leur horaire de travail et consacrer tout leur temps et toute leur énergie, bien sûr, non seulement à gouverner ce pays, ce qui est essentiel, mais aussi à aller défendre la cause du Canada et à plaider la cause des Québécois qui désirent demeurer dans le Canada, sur leur terrain, dans la province de Québec.

Il m'apparaît important que mes collègues, et j'ai tout lieu de croire que j'aurai leur collaboration et, en particulier, je me réfère aux leaders parlementaires des deux partis de l'opposition, et j'ai tout lieu de croire que ces derniers sont bien conscients du rôle très positif qu'ils peuvent jouer dans le débat actuel, non pas en reniant leur droit comme partis de l'opposition encore une fois de critiquer la législation gouvernementale, mais en offrant le plus de souplesse possible et le plus de collaboration possible pour nous permettre à la fois de rencontrer ces deux objectifs, ces deux tâches qui nous incombent, plus particulièrement aux parlementaires qui viennent surtout du Québec, eh bien de gouverner le Canada et en même temps de travailler à son unité.

Monsieur le Président, moi je suis entré en politique pour une raison bien simple. Ce n'est pas pour une question de frontière, c'est pour une question de santé économique et sociale du milieu duquel je suis issu. C'est pour améliorer les conditions de vie économique et sociale du milieu duquel je suis issu. C'est pour améliorer les conditions de vie économique et sociale de ma province et de mon pays également, le Canada. Et lorsque je me suis présenté la première fois, en 1974, dans la circonscription où je suis né, une région foncièrement basée sur l'industrie du textile, une région que je qualifierais comme région à moyen taux de croissance économique,

mon objectif, c'était de faire en sorte, et c'est l'expression que j'utilisais, d'aller dans la vie publique pour tâcher d'accrocher des sourires aux lèvres des gens. Mon objectif, c'était d'essayer de rendre les gens de mon milieu, de ma province et de mon pays plus heureux. C'est aussi simple que cela. Et dans le débat actuel, dans ce débat référendaire, c'est dans cet esprit-là que je vais aborder la question qui est posée à mes concitoyens et à mes concitoyennes du Québec et que je veux en traiter.

Il semble que depuis le débat sur «la question référendaire» nationale, il semble que dans la province de Québec mes concitoyens et mes concitoyennes, pour un grand nombre, seraient en quelque sorte hypnotisés par des spécialistes de la parole, par des spécialistes de la rhétorique, mais par des experts peu futés de la logique.

Le danger c'est que durant ce débat à l'Assemblée nationale où on devait débattre la question référendaire, on a parlé de tous les sujets excepté de la question elle-même. Et comme député d'une région qui compte 99 p. 100 de gens ordinaires, pour ma part je voudrais beaucoup qu'au cours des prochains jours et des prochaines semaines, on porte le débat au niveau des gens ordinaires pour que ce soit compréhensible. Je voudrais qu'on arrête ce débat, que les péquistes entretiennent à un niveau de professeurs d'université, pour qu'on dise bien simplement aux gens du Québec: Eh bien on a une question à vous poser, la question c'est cela et la réponse qu'on veut ça va nous mener là. Et ce qui se fait actuellement c'est toute sorte d'affirmations gratuites, comme mes préopinants l'ont mentionné, qui ne sont pas étouffées, qui sont souvent erronées et qui ont pour conséquence d'hypnotiser mes concitoyens, comme je le mentionnais tantôt. Alors ce que je veux faire aujourd'hui en réalité c'est de mettre mes concitoyens en garde contre ce qui se passe actuellement et les amener à réfléchir sérieusement, si on leur pose une question, à analyser le contenu de cette question et à prendre en considération qui pose la question.

Dans ma circonscription de Drummond, monsieur le Président, j'ai des travailleurs du textile, des travailleurs de la petite et de la moyenne entreprises, et des producteurs de lait industriel. Cela est pas mal caractéristique de plusieurs régions de la province de Québec. Ce sont des gens qui travaillent dur. Ce sont des gens pour qui les questions de pain et de beurre, les questions économiques sont vitales dans ce débat-là. Et il est très important qu'ils sachent qu'un oui ou un non puisse avoir des conséquences et des répercussions sérieuses sur leur vie au lendemain du référendum le 20 mai prochain.

Alors à ces gens-là, je demande de considérer deux choses: la première, et c'est normal, il y a quelqu'un qui vous pose une question à laquelle vous devrez répondre le 20 mai. Demandons-nous qui pose la question, parce qu'avant de répondre, c'est toujours important de savoir qui demande quelque chose, qu'est-ce qu'ils veulent, qui veut cela? Et on se rend compte, la réponse est très simple, mais il faut bien y penser, parce que c'est important, la question; et c'est important de savoir qui la pose, c'est une question de crédibilité. La question est posée par le gouvernement du Parti québécois. C'est une question préparée et adoptée par la majorité d'un parti politique, un parti qui a un programme dans lequel on recherche très clairement l'indépendance du Québec. Alors, en partant, c'est important de le signaler à tous ces gens ordinaires dont je